(1)

(N° 350)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 JUIN 1922.

BUDGET DES VOIES ET MOYENS POUR L'EXERCICE 1922 (1).

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

Bruxelles, le 27 juin 1922.

A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants, à Bruxelles.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous transmettre une note relative à de nouveaux amendements que je propose d'apporter au projet de Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1922.

Les uns concernent des dispositions de loi de la nature de celles qui peuvent prendre place audit Budget, les autres se rapportant à des articles de recettes. Ces derniers se traduisent par une diminution de 2,290,000 francs.

En suite de ces amendements, ledit projet de Budget s'élèvera :

Pour les recettes ordinaires, à fr.	1,889,638,913 »
Pour les recettes exceptionnelles, à	678,790,000 »
ENSEMBLE. . . . fr.	<u>2,568,428,913 »</u>

Agréé, je vous prie, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

(1) Budget, n° 24-I.
Rapports, n°s 310 et 348.
Amendements, n°s 76 et 308.

AMENDEMENTS.

Insérer dans le projet de loi les articles suivants :

SECTION I.

Émission, par le Trésor belge, de jetons-bons monétaires de cinquante centimes

ARTICLE PREMIER (nouveau). — *Le Ministre des Finances est autorisé à émettre des jetons-bons monétaires de cinquante centimes à concurrence d'un montant de quinze millions de francs.*

ART. 1^{bis} (nouveau). — *Les dispositions des articles 1^{er}, deuxième alinéa, 2 et 3 de la loi du 31 décembre 1921, autorisant l'émission de jetons-bons monétaires d'un franc, sont étendues à l'émission qui fait l'objet de l'article 1^{er}.*

In het wetsontwerp de volgende artikelen in te lasschen :

SECTIE I.

Uitgifte door de Belgische Schatkist van muntpenningbons van vijftig centiem.

EERSTE ARTIKEL (nieuw). — *De Minister van Financiën wordt gemachtigd muntpenningbons van vijftig centiemen uit te geven tot een bedrag van vijftien miljoen frank.*

ART. 1^{bis} (nieuw). — *De bepalingen van de artikelen 1, tweede lid, 2 en 3 der wet van 31 December 1921, houdende machtiging tot uitgifte van muntpenningbons van één frank worden uitgebreid tot de uitgifte die het voorwerp uitmaakt van artikel 1.*

La loi du 31 décembre 1921 a autorisé le Ministre des Finances à émettre des jetons-bons monétaires d'un franc, à concurrence de 73 millions de francs. Il ne paraissait pas opportun alors de frapper des jetons de cinquante centimes, les pièces en zinc de cette valeur étant encore en circulation. Par un revirement singulier, c'est le même motif qui amène aujourd'hui le Gouvernement à proposer cette émission.

Les frappes exécutées sous l'occupation allemande comprennent pour 10,646,000 francs de pièces de zinc de 50 et 25 centimes. La nature du métal en rend la contrefaçon aisée, et l'on constate que la fraude prend, depuis quelque temps, des proportions inquiétantes : des coups de sonde partiqués récemment ne l'ont que trop démontré. La contrefaçon des pièces de 10 et de 5 centimes est infiniment moins fréquente.

Notre billon de nickel d'avant la guerre, qui représentait 16 millions de francs, n'a reparu qu'en minime partie. Les frappes effectuées depuis l'armistice sont absorbées aussitôt par les besoins courants auxquels on ne pourvoit qu'à grand'peine. Il n'en existe pas de réserves et l'on ne prévoit pas quand il sera possible d'en constituer ; l'échange et le retrait des monnaies de guerre, si vivement réclamés par le public, ne sont pas encore réalisables. La frappe de jetons de 50 centimes résoudrait la difficulté. Ces jetons affectés spécialement au remplacement des pièces de zinc de 25 et de 50 centimes, permettraient de les démoné-

tiser; l'épuration la plus urgente de notre petite monnaie serait alors un fait accompli.

La valeur nominale de 15 millions prévue par le projet de loi est calculée d'après celle des pièces belges d'argent de 50 centimes qui étaient en circulation en 1914 et qui répondaient aux besoins ordinaires.

SECTION III (nouvelle).

Emprunt du Grand-Duché du Luxembourg.

ART. 2^{bis} (nouveau). — *Par dérogation aux articles 14, 4^e et 19 de la loi du 29 octobre 1919, les coupons d'intérêt et, éventuellement, la prime de remboursement des obligations de l'emprunt à émettre en Belgique par le Grand-Duché du Luxembourg en exécution de la Convention du 25 juillet 1921, approuvée par la loi du 5 mars 1922, seront exempts de tous impôts cédulaires au profit de l'État belge et de toutes taxes au profit des provinces et des communes belges.*

ART. 2^{ter} (nouveau). — *Les obligations de cet emprunt seront exemptes du droit de timbre.*

Il en sera de même de tous les documents relatifs aux souscriptions au dit emprunt; ces souscriptions seront exonérées de la taxe sur les opérations de bourse.

ART. 2⁴ (nouveau). — *Tous placements qui, d'après les lois sur la matière, peuvent ou doivent être faits en fonds nationaux ou en d'autres valeurs assimilées, pourront également être effectués en obligations de cet emprunt.*

Ces obligations seront acceptées aux mêmes conditions que les titres de la Dette publique belge, pour la constitution de tous cautionnements en valeurs, à déposer dans la Caisse de l'État.

SECTIE III (nieuw).

Leening van het Groothertogdom Luxemburg.

ART. 2^{bis} (nieuw). — *Met afwijking van de artikelen 14, 4^e en 19 der wet van 29 October 1919, worden de interestcoupons en, gebeurlijk, de premie van terugbetaling van de obligatiën der in België door het Groothertogdom Luxemburg uit te schrijven leening, in uitvoering van de Overeenkomst van 25 Juli 1921, goedgekeurd bij de wet van 5 Maart 1922, vrijgesteld van al de cedulaire belastingen ten bate van den Belgischen Staat en van al de taxes ten bate van de Belgische provinciën en gemeenten.*

ART. 2^{ter} (nieuw). — *De obligatiën van deze leening worden van het zegelrecht vrijgesteld.*

Hetzelfde geldt voor al de bescheiden betreffende de inschrijvingen op gemelde leening; deze inschrijvingen worden van de taxe op de beursverrichtingen vrijgesteld.

ART. 2⁴ (nieuw). — *Alle beleggingen, welke krachtens de ter zake geldende wetten mogen of moeten gedaan worden in nationale fondsen of in andere daarmee gelijkgestelde waarden, mogen eveneens in obligatiën dezer leening gedaan worden.*

Deze obligatiën worden aanvaard, op dezelfde voorwaarden als de titels der Belgische Openbare Schuld, tot het stellen van alle borgtochten in waarden ter Staatskas neer te leggen.

Première Section. — Recettes ordinaires.

CHAPITRE III.

Capitaux et revenus.

ART. 32. — Produits divers des prisons fr. 2,500,000 »

Eerste Sectie. — Gewone ontvangsten.

HOOFDSTUK III.

Kapitalen en inkomsten.

ART. 33. — Verschillende opbrengsten der gevangenen fr. 2,500,000 »

Réduction de 2,500,000 francs résultant de l'ajournement des mesures concernant, notamment :

- 1° La réorganisation des cantines dans les prisons;
- 2° L'application des nouveaux tarifs des salaires des détenus.

ART. 45^{ter} (nouveau). — *Office national des valeurs mobilières. Produit du droit d'inscription au « Bulletin des Oppositions » (Art. 4 de l'Arrêté royal du 4 novembre 1921) . . . fr. 25,000 »*

ART. 45^{ter} (nieuw). — *Nationaal kantoor voor roerende waarden. Opbrengst van het inschrijvingsrecht in het « Bulletin der met Verzet aangeteekende Waarden » (Art. 4 van het Koninklijk besluit van 4 November 1921). fr. 25,000 »*

Le coût de la publication des oppositions est fixé par année civile. Il comprend un montant fixe de deux francs par opposition et un montant variable d'après le nombre des valeurs frappées d'opposition, calculé à raison de quarante centimes par titre. Lorsqu'il s'agit de coupons, il est perçu un droit d'un franc par opposition et par nombre indivisible de cinquante coupons, les oppositions signifiées dans le courant du second semestre donnent lieu à la perception de la moitié des redevances prémentionnées.

ART. 45⁴ (nouveau). — *Abonnements au « Bulletin des Oppositions » et vente au numéro . . . fr. 185,000 »*

ART. 45⁴ (nieuw). — *Abonnementen op het « Bulletin der met Verzet Aangeteekende Waarden » en verkoop per nummer . . . fr. 185,000 »*

L'article 3 de l'arrêté royal du 4 novembre 1921 prévoit que le prix de l'abonnement au « Bulletin des Oppositions », ainsi que celui des numéros de cette publication vendus isolément sont fixés par le Ministre des Affaires Économiques.